

#RedWednesday

DOSSIER DE PRESSE

23.11. 2022

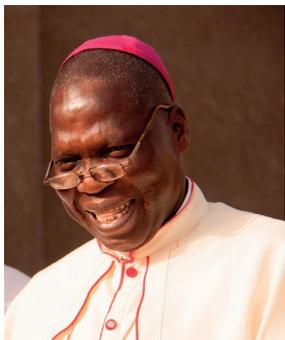
CHRÉTIENS PERSECUTÉS ET OUBLIÉS : RÉVEILLONS LES CONSCIENCES !

Focus sur 5 pays

- **LE NIGERIA** pays emblématique de la persécution des chrétiens. Témoignage de Mgr Ndagoso, archevêque de Kaduna au Nigeria.
- **Afghanistan**
- **Iran**
- **Chine**
- **Maldives**

© Crédit FR Salafraim/AED

Avec la présence de :



Mgr Matthew Man-Oso Ndagoso, archevêque de Kaduna au NIGERIA

Né en 1960, Matthew Man-Oso Ndagoso a été ordonné prêtre en octobre 1986 à Yola, dans l'Est du pays. Il a ensuite étudié la théologie œcuménique à Rome et obtenu la licence et le doctorat.

En 1999, le Père Matthew a été nommé premier recteur du Grand Séminaire du Bon Pasteur, à Kaduna.

En mai 2003, il a été nommé puis ordonné évêque de Maiduguri.

En janvier 2008, Mgr Ndagoso est nommé et installé archevêque de Kaduna.



Mark von Riedemann, directeur du plaidoyer à l'AED international



Benoît de Blanpré, directeur de l'AED en France



Communiqué de presse, 23 novembre 2022

CHRÉTIENS PERSECUTÉS ET OUBLIÉS : RÉVEILLONS LES CONSCIENCES !

La situation des chrétiens dans le monde se détériore gravement, alerte l'AED s'appuyant sur les nombreux témoignages de terrain recueillis ces deux dernières années. Pour réveiller les consciences, elle invite les églises de France à sonner leurs cloches le 23 novembre à 20 h.

Persécution des chrétiens en hausse

Le constat est sans appel, la persécution des chrétiens est de plus en plus forte dans le monde. En cause, la montée du djihadisme et du nationalisme religieux.

L'**Afrique** a connu une forte augmentation de la violence terroriste de la part de différents groupes militants non étatiques, des rapports estimant que jusqu'à 7 600 chrétiens **nigériens** ont été assassinés entre janvier 2021 et juin 2022. Au **Burkina Faso**, 40% du territoire est occupé par les terroristes.

En **Asie**, l'autoritarisme étatique a conduit à une aggravation de l'oppression comme en **Corée du Nord** où la croyance et la pratique religieuse sont systématiquement réprimées. L'**Inde** a connu 710 incidents de violence antichrétienne entre janvier 2021 et début juin 2022, largement motivés par l'extrémisme politique. Au **Pakistan**, des filles chrétiennes sont régulièrement victimes d'enlèvements et de viols systématiques.

Au **Moyen-Orient**, la crise migratoire menace la survie de certaines des plus anciennes communautés chrétiennes du monde. En **Syrie**, le nombre de chrétiens s'est effondré, passant de 10 % à moins de 2 % de la population.

Parlons d'eux !

« Nous voulons crier au monde entier de ne pas oublier nos frères chrétiens en détresse, lance Benoît de Blanpré, directeur de l'AED en France, de retour du Nigeria. À chaque fois que je vais visiter des chrétiens opprimés chez eux, ils m'alertent 'dites au monde ce qui nous arrive !'. Ils vivent comme une peine supplémentaire l'oubli dont ils sont victimes. Nous pouvons les soutenir en éveillant les consciences. »

Semaine rouge

Depuis 2015, l'AED international organise chaque année une "**Semaine en rouge**" pour alerter de manière visible sur la persécution des chrétiens dans le monde. Partout dans le monde, elle illumine des bâtiments en rouge comme le Christ Rédempteur de Rio, le Colisée à Rome ou l'abbaye de Westminster à Londres. En France, la Basilique du Sacré-Cœur de Montmartre sera symboliquement éclairée en rouge le 23 novembre. Elle accueillera à 21 h une veillée de prière pour les chrétiens persécutés et oubliés, durant laquelle sera présent Mgr Matthew Man-Oso Ndagoso, archevêque du diocèse de Kaduna au Nigeria. Les cloches des églises sonneront également le 23 novembre à 20 h.

TOUR D'HORIZON

« Certains des assaillants se sont déguisés en paroissiens et ont participé à la messe avec nous, tout en gardant constamment à l'esprit qu'ils avaient l'intention de nous tuer, témoigne le Père Andrew Adeniyi Abayomi, vicaire de l'église St François-Xavier à Owo au Nigeria. Sa paroisse a été prise d'assaut lors de la messe de la Pentecôte le 5 juin 2022, faisant 41 morts. « Des cadavres étaient éparpillés partout dans l'église et il y avait de nombreux blessés. »

Ce massacre de la Pentecôte au Nigeria illustre de manière dramatique le sort de milliers de chrétiens dans le monde qui subissent de plus en plus de persécutions ces dernières années. Et ce, parfois dans un silence assourdissant.

L'Afrique en proie au djihadisme

Les chrétiens d'Afrique sont confrontés à la montée de l'extrémisme islamiste qui tue et sème la terreur dans de plus en plus de pays. Des groupes comme Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) tentent toujours d'établir des califats dans **la région du Sahel**, chacun avec son propre wali (gouverneur) et sa propre structure de gouvernement. Adoptant une position salafiste-djihadiste, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) a interdit la musique et les fêtes, et réglementé fortement les événements sociaux tels que les mariages. Au **Burkina Faso**, les attaques -djihadistes pour la plupart- sont quotidiennes et les terroristes détiennent désormais plus de 40 % du territoire. Au **Mozambique**, Al-Shabab, affilié à Daech, a intensifié sa campagne de terreur, tuant des chrétiens, attaquant des villages chrétiens et incendiant des églises.

Au **Nigeria**, les enlèvements, les assassinats de prêtres et les attaques meurtrières contre des églises sont de plus en plus régulières soulignant également la défaillance de l'Etat. Selon l'International Society for Civil Liberties and Rule of Law, plus de 7 600 chrétiens ont été tués entre janvier 2021 et juin 2022. Souvent oubliés de la presse internationale, les chrétiens du Nigeria ont malgré tout fait les gros titres à deux reprises en mai et juin

2022 avec la lapidation et l'immolation de Deborah Samuel, une chrétienne de 25 ans accusée d'avoir posté des messages « *blasphématoires* » sur WhatsApp. Puis l'assaut meurtrier de l'église St François-Xavier, à Owo, dans l'État d'Ondo, lors de la messe du dimanche de Pentecôte, qui a tué 41 personnes.

Hémorragie chrétienne au Proche-Orient

Dans certaines parties du Proche-Orient, la situation des chrétiens s'est encore aggravée malgré la quasi disparition de l'État islamique, et leur exil continue. C'est en **Syrie** que le déclin est le plus net. En l'espace d'une décennie, les chrétiens sont passés de 1,5 million (10 % de la population) en 2011, avant le début de la guerre, à environ 300 000 (moins de 2 % de la population) aujourd'hui. Au **Liban**, l'impact des explosions de Beyrouth du 4 août 2020 a été maximal dans le quartier chrétien. Le pays est tellement engoncé dans ses crises économiques et politiques que les chefs des Églises du Liban ont émis des doutes quant à la survie à long terme de la communauté.

En **Irak**, où le flux d'exode est plus lent, la communauté chrétienne est passée d'environ 300 000 membres avant l'invasion de l'État islamique en 2014, à 150 000 au printemps 2022. Dans la capitale Bagdad, la communauté n'est plus que l'ombre d'elle-même, les églises luttant pour rester ouvertes. Cependant, dans le reste du pays, la situation s'est améliorée ces deux dernières années grâce à un vaste programme de reconstruction de maisons, d'écoles, d'églises et d'autres installations publiques. Ces efforts, largement soutenus par l'AED, ont été couronnés par la visite du Pape en mars 2021.

Mais plus de cinq ans après la défaite militaire de l'État islamique, la menace de sa résurgence à grande échelle n'a en aucun cas disparu. La poursuite de la violence islamiste, par exemple dans le nord de la Syrie, a montré que même la dénonciation de l'extrémisme par de hauts dirigeants musulmans avait peu d'impact sur le terrain. Traités comme des citoyens de seconde zone, discriminés à l'école et sur leur lieu de travail, dotés de bas salaires ou menacés par le chômage, beaucoup de chrétiens se voient obligés de quitter leurs terres ancestrales.

En **Arabie Saoudite**, il est impossible aux autochtones de pratiquer librement une foi autre que l'islam, la charia l'emporte sur les exigences légales. En dehors des travailleurs étrangers qui séjournent peu de temps dans le pays, les chrétiens sont donc une minorité silencieuse et invisible, et il y a peu de perspectives d'amélioration à ce jour.

L'Asie entre autoritarisme d'État et nationalisme religieux

En Asie, à des degrés divers, l'autoritarisme d'État restreint – voire étrangle – la capacité des croyants à pratiquer librement leur culte. En **Corée du Nord**, la pratique religieuse est systématiquement réprouvée tandis que le Vietnam renforce les contraintes pesant sur les Églises. La **Chine** continue de harceler et de tenter de contrôler les chrétiens et les membres d'autres groupes religieux qui n'acceptent pas la ligne officielle du Parti communiste. En **Birmanie**, l'armée a renouvelé ses attaques à l'encontre des chrétiens, après une accalmie pendant l'administration du parti d'Aung San Suu Kyi. Malgré la promotion initiale du bouddhisme par la junte en tant que norme sociale du pays, les pagodes sont désormais autant ciblées que les églises, la junte visant toute personne perçue comme s'opposant à son coup d'État de 2021.

Le nationalisme religieux a également joué un rôle important dans la répression du christianisme et d'autres groupes religieux minoritaires sur le continent. L'**Afghanistan** est dans la situation la plus terrible, les talibans imposant une interprétation stricte de la charia à la société. Les **Maldives** pratiquent également l'islam de manière rigide, refusant même la citoyenneté aux non-musulmans. En **Inde** et au **Sri Lanka**, le nationalisme religieux n'est pas aussi généralisé, mais conduit à des attaques fréquentes contre les chrétiens : au Sri-Lanka, des groupes nationalistes hindous et bouddhistes cinghalais ont ciblé des chrétiens et leurs lieux de culte, et même la police a été impliquée, arrêtant des fidèles ou interrompant les services religieux chrétiens. En Inde, la victoire politique du parti nationaliste religieux, le Bharatiya Janata Party (BJP), renforce et encourage la stigmatisation des chrétiens. Au **Pakistan**, les chrétiens et les membres d'autres confessions non musulmanes sont considérés comme des citoyens de seconde zone, exposés à un risque accru de harcèlement, d'arrestation et de violence.

Amériques, fortes hostilités contre l'Église

En Amérique latine, les régimes dictatoriaux à **Cuba** et au **Nicaragua** sont ouvertement hostiles à l'Église et bloquent régulièrement ses activités. L'arrestation en août 2022 de Mgr Rolando Alvarez, évêque de Matagalpa au Nicaragua, ainsi que de quatre autres prêtres, a signé une étape de plus du déchaînement du gouvernement Ortega contre l'Église et ne présage rien de bon pour les mois à venir.



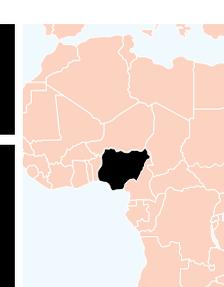
La cathédrale de Lahore au Pakistan sous haute surveillance.

NIGERIA



POPULATION
206 millions d'habitants

POPULATION CHRÉTIENNE
95 millions



RELIGIONS

Chrétiens 46.25% Musulmans 46.25%
Religions traditionnelles 7.25% Autres 0.25%

Silence, on tue !

Les actes de violence quotidiens dont sont victimes les Nigériens – et particulièrement les chrétiens - témoignent de l'incapacité du gouvernement actuel à maintenir la paix dans le pays.

En février devraient se tenir les élections présidentielles de ce pays le plus peuplé d'Afrique.

« Je crois que les jeunes sont pressés, ils sont furieux de ce qui se passe et sont vraiment impatients de voir du changement », constate l'archevêque d'Abuja, Ignatius Kaigama.

Présentation de la situation des chrétiens

Plus de 7 600 chrétiens auraient été tués et 5 200 autres enlevés entre janvier 2021 et juin 2022¹. L'année 2021 a également été marquée par des attaques contre plus de 400 églises ou institutions chrétiennes. Lorsqu'en novembre 2021, le gouvernement des États-Unis a retiré le Nigeria de sa liste des « *pays particulièrement préoccupants* » en matière de liberté religieuse, le président de l'Association chrétienne du Nigeria, le Révérend Samson Ayokunle, a déclaré qu'il existait un programme islamiste militant

visant à « *effacer le christianisme* », soulignant à la fois les problèmes causés par les groupes islamistes qui tentent de se tailler un califat dans le nord-est et les attaques armées contre les communautés chrétiennes dans la ceinture centrale. Le Révérend Ayokunle a ensuite attiré l'attention sur d'autres problèmes, notamment la discrimination d'État, accusant de nombreux États du nord d'empêcher la construction d'églises, et de n'avoir pas agi lors de récents enlèvements.

Boko Haram, qui a fait allégeance à l'État islamique (Daech) en 2015 a attaqué des villages, enlevant de nombreuses personnes, principalement des filles et des jeunes femmes, les forçant souvent à épouser leurs ravisseurs. Jusqu'à 95 % des femmes enlevées et forcées de se marier sont chrétiennes, ce qui s'accompagne de coercition pour les forcer à se convertir à l'islam et de subir des viols. Les djihadistes ont publié des vidéos de chrétiens décapités en décembre 2020 et en mai 2022. Les activités de Boko Haram ont contribué de manière significative au chiffre de 75 644 nigériens tués au cours des 13 dernières années – dont environ 60 % étaient chrétiens et 40 % musulmans².

Depuis les années 1970, les conflits avec les membres de la communauté d'éleveurs nomades à majorité musulmane se sont aggravés, principalement à cause de la perte de pâturages traditionnels les poussant de plus en plus au sud. Des affrontements fréquents ont eu lieu alors que leur bétail paissait sur des terres arables appartenant à des agriculteurs, principalement chrétiens. Cependant, il convient de souligner que ces antagonismes n'étaient pas intrinsèquement de nature religieuse à l'origine. Néanmoins, limiter l'explication de la montée des violences dans la ceinture centrale nigérienne à une opposition entre éleveurs et agriculteurs s'avère trop simpliste ce que montrent notamment les attaques d'églises.

¹ "Nigeria Is Worst in the World for Persecution of Christians in 2021", Genocide Watch, 5 avril 2022, <https://www.genocidewatch.com/single-post/nigeria-is-worst-in-the-world-for-persecution-of-christians-in-2021>
"Jihadists Killed 2543 Nigerian Christians in 2022", Genocide Watch, 4 juillet 2022 <https://www.genocidewatch.com/single-post/jihadists-have-murdered-2543-nigerian-christians-in-2022>

² Idem Note 1, "Nigeria Is Worst in the World for Persecution of Christians in 2021", Genocide Watch, 5 avril 2022.



Au Nigeria, ces raids sont souvent appelées attaques de « *bandits* ». S'adressant à l'AED en juin 2022, Mgr Matthew Man-Oso Ndagoso, archevêque de Kaduna, a déclaré : « *Au cours des 10 dernières années, cela a également pris une dimension différente. Les bergers (peuls) étaient autrefois armés de bâtons et d'arcs, maintenant ils ont des AK47* ». Le banditisme s'est malheureusement immiscé et a décuplé la violence.

Un certain nombre de facteurs, y compris l'insatisfaction politique et la pauvreté due à l'incapacité de vivre de l'élevage, ont poussé les membres de la communauté des éleveurs peuls à des activités criminelles pour subvenir à leurs besoins. En outre, il y a de plus en plus de preuves que des groupes de bandits travaillent avec Boko Haram, ce qui suggère qu'au moins certains de ces groupes se soient radicalisés, expliquant les attaques régulières de bandits contre les villages à majorité chrétienne et les églises.

Ces deux dernières années, des policiers et des officiers de l'armée auraient tué plus de 400 chrétiens du groupe ethnique Igbo dans les États de l'Est, lors de fusillades de rue et de meurtres en détention³.

Exemples de la violence des groupes armés à l'encontre des chrétiens :

La violence n'épargne pas les prêtres ni les pasteurs.

Des bandits ont enlevé et tué le Père John Gbakaan Yaji, du diocèse de Minna, dans la région de la ceinture centrale au Nigeria, alors qu'il revenait de la messe. Son corps a été découvert le 17 janvier 2021.

Le séminaire du Christ Roi, près de Kafanchan, au sud de Kaduna, a été attaqué par des hommes qui ont enlevé trois séminaristes dans la soirée du 11 octobre 2021 et en ont blessé six autres. Les étudiants enlevés dans la chapelle de leur collège ont été libérés deux jours plus tard.

³ 470 Killed, 820 Disappeared And 3,250 Abducted In Eastern Nigeria By Security Forces In 220 Days (Jan-10th August 2021)*, Intersociety, [nd 2021] <https://intersociety-ng.org/470-killed-820-disappeared-and-3250-abducted-in-eastern-nigeria-by-security-forces-in-220-days-jan-10th-august-2021/>

Le Père Joseph Akete Bako aurait été torturé à mort par ses ravisseurs, entre le 18 et le 20 avril 2022. Il avait été enlevé le 8 mars 2022 à l'église catholique St John's, dans l'État de Kaduna, où il était curé.

Le Père Felix Fidson Zakari faisait partie des 100 personnes enlevées par des bandits dans l'État de Kaduna, dans le cadre d'attaques nocturnes contre 10 villages à majorité chrétienne dans le comté de Giwa, le 24 mars 2022. Selon des témoins, ce prêtre de l'église catholique Ste Anne a emmené sous la menace d'une arme. Il a été libéré le 3 mai. Environ 50 personnes ont été tuées dans cette attaque, parmi lesquelles des femmes et des enfants.

Le Révérend Bung Fon Dong a été enlevé sous la menace d'une arme à feu à son domicile de Ganawuri, dans l'État de Plateau, le 11 septembre 2022. Sa femme a été blessée par balle et l'agent de sécurité de l'église James Ngyang a été tué pendant l'enlèvement. Des bandits de la communauté peule ont été soupçonnés. Une rançon de 20 millions de Nairas (environ 47 000 euros) a été demandée.

En juin 2022, 3 prêtres ont été assassinés : le 4, le Père Christopher Onotu dans l'État de Kogi, le 25 le Frère Vitus Borogo, dans l'État de Kaduna, et le 26, le Père Christopher Ochia, dans l'État de Edo.

Le 15 juillet le Père Mark Cheitnum était tué lors d'un enlèvement dans l'État de Kaduna. Son confrère le Père Cleopas a réussi à s'échapper.

Attaques d'églises

Durant ces deux dernières années, les attaques d'églises se sont poursuivies, se succédant à un rythme tragique :

Dans l'État de Kaduna, au printemps 2021, des attaques meurtrières de bandits ont sévi dans les églises protestantes de Manini, Lukuru et près de Bakin Kasuwa : enlèvements, tués et blessés sont à déplorer parmi les paroissiens.

En juin 2022, deux attaques majeures se sont produites en l'espace de quinze jours dans la zone d'administration locale de Kajuru, dans le sud de Kaduna. Le dimanche 5 juin, les bâtiments de l'église évangélique Winning All ont été rasés dans les villages de Dogo Noma et Maikori et 32 personnes ont été tuées après

des attaques contre quatre villages près de Maro. Les bandits sont arrivés sur environ 150 motos, chacune transportant trois hommes armés d'AK-47. Le dimanche 19 juin, trois personnes ont été tuées lorsque des bandits ont ouvert le feu dans l'église catholique St Moses, à Robuh, à la fin de la messe. D'autres personnes ont été enlevées. Il y a eu quatre autres attaques le même jour, et 36 personnes ont été enlevées.

Une série d'attaques s'est produite également dans l'État d'Ondo. Au moins 40 personnes, dont des enfants, ont été tuées lorsque des hommes armés ont tiré au hasard sur l'assemblée de l'église catholique St Francois-Xavier à Owo, le dimanche de Pentecôte, le 5 juin 2022.

Enlèvements d'élèves

Les élèves victimes d'enlèvements restent bien souvent des chrétiennes. De nombreux exemples le prouvent. Heureusement, Hauwa Halima Maigana, l'une des 276 écolières de Chibok, pour la plupart chrétiennes, enlevées par Boko Haram en avril 2014, a réussi à échapper à ses ravisseurs en février 2021. De même, plus de sept ans après avoir été capturée par Boko Haram, l'écolière de Chibok Ruth Ngladar Pogu a retrouvé sa famille le samedi 7 août 2021. En captivité, les filles chrétiennes ont eu le choix difficile de se convertir à l'islam et d'épouser des combattants de Boko Haram ou de devenir esclaves. Comme beaucoup de filles, Ruth a choisi de se convertir et de se marier. Elle a été retrouvée, avec ses deux enfants, lorsque son mari de Boko Haram s'est rendu à l'armée nigériane.

Les enlèvements massifs d'élèves ont perduré. Plus de 120 élèves ont été enlevés à l'école secondaire baptiste Bethel aux premières heures du 5 juillet 2021. Les ravisseurs ont ouvert le feu sur les gardes de sécurité de l'école du district de Maramara Chikun, juste à l'extérieur de la capitale de l'État, Kaduna, enlevant la plupart des pensionnaires. Selon le Guardian, l'attaque était au moins le quatrième enlèvement dans une école de l'État de Kaduna depuis décembre.

Un membre de l'Association chrétienne du Nigeria a été enlevé alors qu'il livrait la rançon pour le dernier élève du lycée baptiste Bethel encore en captivité. Le plus jeune garçon captif a refusé de partir. Le Révérend Joseph John Hayab, président de l'Association chrétienne du Nigeria dans l'État de Kaduna, a déclaré : « *Les bandits inondaient le garçon de cadeaux... ce qui lui a fait rejeter l'offre de liberté* ».



Un garçon blessé à l'église St Francis Xavier.

Insécurité au quotidien

Les chrétiens sont en insécurité au Nigeria aujourd'hui. En témoignent ces exemples d'attaques et d'exécutions dans des villages, le long des routes, au lycée...

Boko Haram a mis en place des points de contrôle le long de l'autoroute de Maiduguri à Damaturu en juillet 2021, enlevant les voyageurs chrétiens et laissant les musulmans continuer.

Au cours de multiples attaques contre des communautés à majorité chrétienne dans l'État de Kaduna, le 26 septembre 2021, 49 personnes ont été tuées dans la zone de gouvernement local de Kaura, et 27 membres de l'Église évangélique Winning All enlevés, ainsi qu'un paroissien tué, dans la communauté de Gabachuwa.

Boko Haram a tué 12 chrétiens alors qu'ils rentraient chez eux après des offices religieux dans le village à majorité chrétienne de Kilangal, dans l'État de Borno, le dimanche 19 décembre 2021. Les chrétiens fuyaient alors que des maisons étaient incendiées et des magasins pillés.

Une vidéo montrant 20 chrétiens nigériens exécutés par Boko Haram a été publiée le 12 mai 2022. L'un des terroristes a déclaré que les exécutions étaient une vengeance pour le meurtre du chef de Daech Abu Ibrahim Al-Hashimi Al-Qurashi, en Syrie, par les forces spéciales américaines.

Nigeria

Silence on tue !

Catherine Ibrahim avec ses enfants Daniel et Salome dans un camp de déplacés géré par le diocèse catholique de Maiduguri, dans l'État de Borno. Catherine a raconté à l'AED comment Boko Haram s'est emparé d'elle et a assassiné son mari. Elle a retrouvé ses enfants en mars 2017.



Le Père Fidelis aidant les femmes et les orphelins.

Deborah Emmanuel est morte après avoir été lapidée et brûlée vive par d'autres étudiants du Shehu Shagari College of Education le 12 mai 2022, lycée public de Sokoto, dans le nord-ouest du Nigeria, pour avoir soi-disant envoyé des messages qui insultaient la religion islamique à un groupe WhatsApp pendant les vacances. Elle a été attaquée alors qu'elle rentrait en cours pour suivre son dernier trimestre scolaire. Des émeutes ont éclaté à Sokoto après l'arrestation de deux étudiants, Bilyaminu Aliyu et Aminu Hukunci, pour son meurtre. Des églises ont été attaquées dans toute la capitale de l'État.

L'actualité de ces derniers mois a montré que la situation ne s'améliorait pas : une série d'attaques de villages dans l'État de Benue a encore eu lieu tuant des dizaines de chrétiens. La dernière en date, en octobre 2022, a coûté la vie à 70 chrétiens⁴.

⁴ Fulani Terrorists Slaughter 70 Christians in Central Nigeria, 26 octobre 2022, Persecution.org,

AFGHANISTAN



POPULATION
38 millions d'habitants

POPULATION CHRÉTIENNE
1.000 à 20.000



RELIGIONS
Musulmans 99.9 % Autres 0.1 %

Dans sa liste de surveillance mondiale de 2022, Portes Ouvertes a classé l'Afghanistan comme le pays le plus dangereux au monde pour un chrétien.

En raison de la prise de contrôle par les talibans, une grande partie de la petite population chrétienne, estimée à quelques milliers, a dû fuir. Ceux qui sont restés vivent dans la peur d'être arrêtés, torturés et exécutés. Les talibans ont catégoriquement nié la présence de chrétiens en Afghanistan, le porte-parole du gouvernement taliban Inamullah Samangani, déclarant : « Il n'y a pas de chrétiens en Afghanistan. On n'a jamais eu connaissance ni enregistré de minorité chrétienne ici »¹.

Avant la prise de pouvoir par les talibans, l'opinion publique afghane, dans les médias sociaux et ailleurs, était déjà hostile à toute idée d'évangélisation. Les convertis au christianisme faisaient l'objet de pressions, y compris par des menaces de mort, principalement de la part des membres de leurs familles, pour qu'ils reviennent à l'islam. Or, le caractère très uni de la cellule familiale afghane ne donne aux croyants aucune intimité, avec un risque élevé de découverte et d'intimidation de la part de la communauté au sens large.

La pression concrète des talibans s'est manifestée dès leur prise de pouvoir par des raids menés dans des maisons de convertis, même s'ils avaient déjà quitté le pays ou fui les représailles. Après la prise de pouvoir par les talibans, de nombreux chrétiens ont en effet éteint leur téléphone et ont déménagé vers des lieux tenus secrets.

Éradication des chrétiens

Les amputations et les lapidations publiques reviennent en Afghanistan. Le chef des talibans Haibatullah Akhundzada a demandé aux juges du pays d'appliquer les châtiments prévus par la loi islamique, comme c'était le cas durant les années 1990. Officiellement, il n'y a plus de chrétien dans le pays. Ceux qui sont restés sur place vivent dans la clandestinité la plus totale.

Présentation de la situation des chrétiens :

Avec l'effondrement du gouvernement en Afghanistan, le retrait des troupes américaines et de l'OTAN et l'arrivée au pouvoir des talibans en août 2021, la situation des chrétiens en Afghanistan est devenue encore pire qu'elle ne l'était.

¹ Kamran Chaudhry, "Afghan Christians find new hope in Pakistan", UCA News, 23rd June 2022 <https://www.ucanews.com/news/afghan-christians-find-new-hope-in-pakistan/97758>



Malgré les déclarations initiales suggérant que les talibans adopteraient une orientation plus libérale, il est rapidement devenu évident que les Afghans qui n'adhéraient pas à leur interprétation stricte de l'islam sunnite étaient en grave danger. Le Ministère taliban pour la propagation de la vertu et la prévention du vice, qui réprime tout ce qui est jugé non islamique, a été rétabli.

Sous les talibans, une interprétation stricte de la charia a été instituée, incluant la peine de mort pour apostasie. La majorité des chrétiens d'Afghanistan sont des convertis. En Afghanistan, il n'y a pas d'Église chrétienne établie de longue date – même si la tradition fait remonter la présence des premiers chrétiens au II^e siècle après Jésus-Christ – et tous les convertis sont considérés comme des apostats. Se convertir en quittant l'islam est considéré comme une menace pour l'identité islamique du pays, le christianisme étant assimilé à l'Occident, et donc placé dans le camp des ennemis de la culture, de la société et de l'islam afghans.

Sous le gouvernement précédent, de rares chrétiens se sentaient suffisamment confiants pour se déclarer comme chrétiens sur leur carte d'identité.

Selon certaines informations, les talibans auraient traqué en priorité ces quelque 30 chrétiens qui avaient ainsi déclaré leur foi chrétienne.

Les chrétiens d'Afghanistan sont également menacés par l'État islamique de la province du Khorasan (EI-K), opposant aux talibans, responsable du bombardement de l'aéroport de Kaboul lors de l'évacuation américaine en août 2021. L'EI-K a menacé les chrétiens de représailles pour leur conversion. Malgré la persécution, les chrétiens continuent de faire vivre un semblant de communauté chrétienne en se réunissant pour prier en petits groupes, souvent de 10 personnes ou moins, en cachette.

Des exemples de persécution :

Intimidations, menaces, exécutions sommaires de chrétiens

Juste après la prise de pouvoir des talibans, en août 2021, nombre de chrétiens d'Afghanistan ont reçu des appels téléphoniques anonymes destinés à les intimider.

Un responsable chrétien, dont le nom reste confidentiel pour des raisons de sécurité, a déclaré à International Christian Concern (ICC) à ce moment-là : « *Nous disons aux gens de rester chez eux parce que sortir maintenant est trop dangereux* ».

La chaîne de télévision chrétienne proche-orientale SAT-7 a rapporté que des personnes avaient été expulsées des transports en commun et tuées sur place parce qu'elles avaient été repérées comme chrétiennes ou ethniquement « *impures* ». Le président de SAT-7 pour l'Amérique du Nord, Rex Rogers, a déclaré : « *Nous avons appris de sources fiables que les talibans fouillent les téléphones des gens, et s'ils trouvent une Bible téléchargée sur l'appareil, ils les tuent immédiatement. En ce moment, il est incroyablement dangereux pour des Afghans d'avoir quelque chose de chrétien sur leur téléphone. Les talibans ont des espions et des informateurs partout* »².

² RNS Press Release Distribution Service, "Media ministry offers 'lifeline' to fearful Afghans as Taliban kill Christians", Religion News Service, 17th August 2021 <https://religionnews.com/2021/08/17/media-ministryoffers-lifeline-to-fearful-afghans-as-taliban-killchristians/>



International Christian Concern a donné d'autres exemples des menaces contre les chrétiens qui ont suivi la prise de pouvoir des talibans.

Un chrétien a été contacté par un extrémiste qui lui a dit qu'il allait kidnapper ses filles et les marier à des talibans. Dans un autre cas, les talibans ont envoyé une lettre à un chrétien lui disant que sa maison appartenait désormais aux talibans.

Les femmes chrétiennes d'Afghanistan sont menacées, pour tenter de les reconverter à l'islam, d'être vendues comme esclaves ou prostituées, d'être battues, abusées sexuellement ou d'être forcées d'épouser un musulman. Les hommes chrétiens, pour leur part, font face à des pressions pour montrer qu'ils sont de bons chefs de famille musulmans, obligés de porter des barbes « correctes », de pratiquer le jeûne et de réciter ostensiblement les cinq prières quotidiennes. Leur foi risque de les exposer à l'emprisonnement, à la torture, aux abus sexuels et même à la mort. Les hommes et les femmes de confession chrétienne doivent « faire semblant d'être musulmans » pour avoir une chance de vivre en paix.

Ils traquent les chrétiens par un porte-à-porte

Dans la période d'instabilité et de violence extrême qui a suivi le retrait des troupes américaines, les talibans ont commencé à faire du porte-à-porte afin de tuer sur place les chrétiens qui refusaient de renoncer à leur foi.

En mars 2022, les talibans ont interdit aux Afghans de quitter le pays alors qu'ils poursuivaient leur « opération de nettoyage » de porte-à-porte, à la recherche de personnes suspectées d'entretenir des relations avec les États-Unis et de celles, comme les chrétiens, accusées de ne pas respecter les obligations islamistes du régime taliban. Un porte-parole des talibans a déclaré : « Je dois dire clairement que les personnes qui quittent le pays avec leurs familles et n'ont aucune excuse ... Nous les en empêcherons ».

Un chrétien d'Afghanistan a confirmé anonymement cet état de fait en avril 2002 sur la situation des fidèles dans le pays, affirmant que les talibans procédaient toujours à des traques : « Les croyants sont en grave danger. Les talibans chassent les prédicateurs et les ministres du culte en faisant du porte-à-porte ».

La famille d'un chrétien témoigne de son emprisonnement

Abdul a passé des mois en captivité après avoir tenté de fuir le pays. Il a été arrêté, emprisonné et torturé par les talibans en raison de sa foi. En avril 2022, une source proche de la famille d'Abdul a relaté ses conditions de détention : « Il nous a raconté que le premier mois, les tortionnaires talibans le mordaient. Le deuxième mois, ils le mettaient dans l'eau froide la nuit et le laissaient ensuite nu. Le troisième mois, ils ne l'ont pas torturé, voulant apparemment le vendre vivant à sa famille sans preuve de torture. Désormais il ne quitte pas la maison où il séjourne [maintenant] »³.

³ Claire Evans, "Escape or Stay in Afghanistan ?", International Christian Concern, 21 avril 2022 <https://www.persecution.com>.

CHINE

POPULATION

1,4 milliards d'habitants

POPULATION CHRÉTIENNE

104 millions



RELIGIONS

Athées ou agnostiques 38.5% Rel. chinoises traditionnelles 35%
Bouddhistes 16.5% Chrétiens 7.5% Musulmans 1.75% Autres 0.75%

Sinisation en marche

Les autorités font du contrôle de la population, dont les chrétiens, une obsession. Mgr Stephen Chow Sau-yan, évêque de Hong Kong, décrit l'une de leurs stratégies : ils maintiennent la confusion sur « ce qui peut et ne peut pas être dit ». Ce flou empêche les personnes de s'exprimer, « ce qui est un obstacle pour ceux qui veulent soigner les blessures de la société », dénonce l'évêque.

Présentation de la situation des chrétiens :

Les chrétiens doivent être membres soit du Mouvement des trois autonomies, pour les protestants, soit de l'Association patriotique catholique chinoise pour faire partie de l'Église dite « officielle ». Parallèlement, une longue histoire d'Églises clandestines existe en Chine – catholiques et protestantes – qui ne sont pas autorisées par le gouvernement chinois à organiser des offices religieux en public ou à mener d'autres activités sous peine de condamnation du clergé et des fidèles à des peines de prison ou à des amendes.

Certains citoyens ne sont pas autorisés à être chrétiens : les membres du Parti Communiste Chinois (PCC) et des forces armées sont tenus d'être athées et il leur est interdit de pratiquer une religion. Le gouvernement a par ailleurs interdit aux mineurs de recevoir une éducation religieuse ou de participer à des activités religieuses, en application de la loi nationale qui empêche les organisations ou les individus d'interférer avec le système éducatif public.

Ces dernières années, le gouvernement chinois a multiplié les textes réglementaires restreignant la liberté de culte et la pratique religieuse, mesures s'appliquant directement aux chrétiens.

En février 2018, le Parti a adopté de « *Nouvelles règles sur les activités religieuses* » qui ont également eu un effet général sur la pratique religieuse dans le pays. Ils comprennent des amendes pour les groupes religieux qui ne demandent pas l'autorisation de voyager à l'étranger pour « *une formation religieuse, des conférences, des pèlerinages et d'autres activités* ». Le règlement exige également que l'activité religieuse « *ne nuise pas à la sécurité nationale* » ou ne soutienne pas « *l'extrémisme religieux* », sans aucune définition de ce qui constitue un « *extrémisme* ».

Les mesures visant à sauvegarder l'unité nationale et à éviter un prétendu extrémisme comprennent la surveillance des individus, des institutions et des groupes. Les atteintes à la « *sécurité nationale* » sont punies par la suspension de groupes et l'annulation des accréditations des religieux.

En 2019, le PCC a lancé un Plan quinquennal de sinisation qui s'applique au christianisme. Il oblige à « *incorporer des éléments chinois dans les offices religieux, les hymnes et les chants, les vêtements cléricaux ainsi que le style architectural des bâtiments de l'Église* », tout en proposant de « *retraduire la Bible ou de réécrire les commentaires bibliques* ». En 2021, l'épisode de l'Évangile selon St Jean 8,1-11 de Jésus et de la femme sur le point d'être lapidée pour adultère a ainsi été réécrite dans un manuel d'éthique officiel. Après avoir attendu que ses accusateurs partent, Jésus lapide la femme lui-même en disant : « *Moi aussi, je suis pécheur. Mais si la loi ne pouvait être exécutée que par des hommes sans tache, la loi serait lettre morte* ». L'Administration d'État des affaires religieuses (SARA) a publié un règlement sur les « *mesures administratives pour le clergé religieux* », qui est entré en vigueur le 1^{er} mai 2021, exigeant que les ministres du culte prêtent allégeance au PCC et au socialisme. Une base de données du « *personnel religieux* » a également été créée. Les autorités n'ont délivré des « *cartes du clergé* » qu'aux membres du clergé protestant ou catholique qui étaient membres des Églises autorisées par le gouvernement.

L'accord historique de 2018 entre le Saint-Siège et la République populaire de Chine concernant la nomination des évêques a été renouvelé en 2020, puis le 22 octobre 2022 pour deux années supplémentaires ad experimentum. L'accord permet au PCC d'avoir son mot à dire sur les évêques que le Saint-Siège nomme, tout en permettant que tous les évêques de Chine soient en communion avec Rome, mettant fin aux ordinations illégitimes, même si comme l'admet le pape François, « *la situation n'est pas la même dans toutes les régions du pays* ».

Les relations entre le PCC et le Vatican se sont tendues après l'arrestation du Cardinal Joseph Zen Ze-kiun, évêque émérite de Hong Kong, âgé de 90 ans, en mai 2022, pour son travail avec le « *Fonds d'aide humanitaire 612* », qui a apporté un soutien financier aux manifestants pro-démocratie. Le Cardinal Zen a ensuite été libéré sous caution, et son procès a repris le 26 octobre. La situation des catholiques de Hong Kong s'est aggravée ces deux dernières années et s'avère préoccupante comme l'a exprimé

Mgr Javier Herrera-Corona, alors conseiller à la Nonciature, avertissant en juillet 2022 les missions catholiques de la ville – au nombre d'environ 50 – qu'il allait y avoir une répression du PCC. « *Le changement arrive, et vous feriez mieux d'être préparé* », aurait-il dit, ajoutant : « *Hong Kong n'est plus la grande tête de pont catholique qu'elle était* ».

Exemples de la persécution des chrétiens :

Atteinte à la liberté de pratique religieuse

Les autorités gouvernementales chinoises ont restreint les célébrations de la Nativité en 2020 à la fréquentation des églises autorisées par l'État ou à la célébration de Noël en privé, à la maison.

En mai 2021, Mgr Joseph Zhang Weizh, 10 prêtres et 10 séminaristes ont été arrêtés après avoir organisé un séminaire clandestin pour les objecteurs de conscience qui ne veulent pas rejoindre l'Association patriotique catholique chinoise (APC) contrôlée par le gouvernement. Les séminaristes ont été renvoyés dans leurs familles après avoir été menacés d'incarcération s'ils continuaient à étudier. Les prêtres ont été envoyés dans des centres d'éducation juridique, puis relâchés. Cependant, on ignore toujours où se trouve Mgr Weizh.

Un ancien de l'Église baptiste Early Rain Covenant a été arrêté la veille de Noël 2021 pour « *trouble à l'ordre social* ». Frère Li Yingqiang avait l'intention de prêcher lors d'un séminaire évangélique sur Zoom.

Le Pasteur Hao Zhiwei, chef d'une église domestique indépendante, a été condamné en février 2022 à huit ans de prison pour « *fraude* » à Ezhou, dans la province du Hubei. Le Pasteur Zhiwei, veuf et père d'un jeune fils, était en détention provisoire depuis le 31 juillet 2019. Selon ChinaAid, il a été arrêté pour avoir recueilli des offrandes et prêché sans l'approbation de l'État.

Destruction du patrimoine et de limitation des biens religieux

En février 2021, les autorités locales ont ordonné la destruction de l'église du Sacré-Cœur à Yining, dans la province ouïghoure du Xinjiang. Construite en l'an 2000, l'église détenait pourtant tous les permis requis de l'Administration des affaires religieuses – les responsables du district de Yili et les autorités

gouvernementales de Yining avaient assisté à l'inauguration, faisant l'éloge du bâtiment. En 2018, dans le cadre de la campagne de « *sinisation* », le Bureau des affaires religieuses avait retiré quatre bas-reliefs de la façade, enlevé les statues des Saints Pierre et Paul, arraché la croix qui ornait le tympan et détruit les deux dômes et les clochers parce qu'ils étaient « *trop voyants* ». « *Une confirmation supplémentaire que le pays ne respecte pas la liberté du culte !* » s'est exclamé un fidèle éprouvé.

Un couple chrétien qui imprimait des textes religieux a été condamné à sept ans de prison et à une amende d'environ 33 900 euros pour « *opérations commerciales illégales* ». Selon un site chinois des droits de l'homme, l'imprimerie enregistrée de Chang Yuchun et Li Chenhui a été saisie par les autorités locales le 21 juillet 2020, après la confiscation de 210 000 exemplaires de livres religieux, dont 24 titres ont ensuite été considérés comme des « *publications illégales* ».

Le diocèse catholique de Hong Kong a annoncé le 25 juillet 2022 qu'il y avait une pénurie de Bibles parce que les imprimeries de Chine continentale ne pouvaient pas, ou ne voulaient pas, imprimer de Bibles. Le Frère Raymong Yeung, membre du Studium Biblicum Franciscanum du diocèse, a déclaré à Christian Times que l'imprimerie s'était arrêtée, car ils devaient obtenir la permission du gouvernement pour imprimer.

Exemple de la difficile exécution de l'Accord provisoire entre le gouvernement chinois et le Saint-Siège

À Zhangjiakou, un diocèse non reconnu par le Saint-Siège, des ordinations sacerdotales ont été effectuées en mai 2021, enfreignant les termes de l'accord provisoire. Mgr Simone Zhang Jianlin, évêque auxiliaire de Xuanhua, a publié une déclaration affirmant que le droit canonique invalidait ces ordinations et que tous les sacrements célébrés par les nouveaux prêtres seraient invalides. Mgr Gou Jincal, un ancien évêque excommunié qui a été réintégré à l'Église par le Pape François, a agi contrairement au Code et à la Communion ecclésiale en ne tenant pas compte de l'évêque reconnu par le Vatican, Mgr Agostino Cui Tai, qui préside le diocèse de Xuanhua, lequel couvre Zhangjiakou – Mgr Cui Tai est en garde à vue depuis 2007.





La traque des convertis

La répression du régime ne suffit pas à endiguer la colère des manifestants, depuis l'assassinat de Mahsa Amini le 16 septembre 2022 par la police des mœurs. « Il y a bien longtemps que plus personne n'écoute les mollahs, quand l'un d'eux passe à la télé, on change de chaîne. Les mosquées sont pratiquement vides, et beaucoup d'Iraniens cherchent d'autres spiritualités », constate un Iranien chrétien sous le sceau de l'anonymat.

Présentation de la situation des chrétiens :

La Constitution iranienne définit le pays comme une République islamique, la religion d'État officielle étant l'islam chiite duodécimain Ja'afari. Le code pénal punit de mort le prosélytisme non-musulman. « *L'inimitié contre Dieu* » et « *insulter le Prophète ou l'islam* » sont également passibles de la peine de mort.

Selon la Constitution, les chrétiens sont l'une des rares minorités religieuses autorisées à pratiquer leur culte et à former des sociétés religieuses « *dans les limites de la loi* », mais cela n'inclut pas les convertis de l'islam.

Seules les conversions à l'islam sont autorisées. Le gouvernement considère que tout citoyen qui ne peut pas prouver que lui-même ou sa famille étaient chrétiens avant 1979 est musulman. Les convertis au christianisme ne sont pas autorisés à s'enregistrer légalement en tant que chrétiens et n'ont pas les mêmes droits que les membres reconnus des communautés chrétiennes. On pense qu'il n'y a que 800 000 chrétiens en Iran, ce qui en fait une petite minorité. Les convertis au christianisme sont considérés avec une profonde suspicion car leur démarche est considérée comme une tentative des pays occidentaux d'affaiblir l'islam et le régime islamique d'Iran.

La situation juridique des chrétiens s'est aggravée en février 2021 lorsque le Président Hassan Rouhani a signé des amendements aux articles 499 et 500 du Code pénal, introduisant des peines de prison pour les personnes coupables « *d'insulte à l'islam* » et d'avoir entrepris des « *activités déviantes* » qui « *contredisent ou interfèrent avec la loi sacrée de l'islam* ». En outre, les chrétiens clandestins sont souvent emprisonnés pour « *activités sectaires* » ou « *propagande contre le régime islamique* ».

Dans son rapport annuel de 2022, la Commission des États-Unis sur la liberté religieuse internationale (USCIRF) a recommandé que l'Iran soit à nouveau désigné comme un « *pays particulièrement préoccupant* » pour son traitement des minorités religieuses, y compris des chrétiens.

Exemples de la persécution des chrétiens :

Arrestations et condamnations

Les chrétiens peuvent subir des mesures d'intimidation, ainsi 11 familles chrétiennes ont été convoquées en février 2021 par les autorités, interrogées puis incitées à arrêter leurs réunions dans des églises domestiques. Elles ont également été incitées à ne pas se rendre mutuellement visite, même pour des rassemblements sociaux.

Le traitement réservé à la convertie au christianisme Fatemeh (Mary) Mohammadi en janvier 2020 est assez typique : lors de manifestations dans le centre de Téhéran,



elle a été emmenée au centre de détention de Vozara et frappée violemment par des gardiens et gardiennes de prison. Le 18 janvier 2021, elle a à nouveau été arrêtée par la police de la moralité, qui a déclaré que son pantalon était trop serré, que son foulard n'était pas correctement ajusté et que son manteau ne devait pas être déboutonné.

Souvent, les mesures sont plus coercitives, menant à l'arrestation de chrétiens, à leur détention et à leur condamnation à des peines de prison en raison de leur foi, le gouvernement s'appuyant sur les amendements au Code pénal précités.

L'ONG « *Article 18* » qui promeut la liberté religieuse pour les chrétiens en Iran a relaté que, le 19 avril 2021, des agents de renseignement à Dezful, dans la province du Khuzestan, ont arrêté quatre convertis au christianisme – Hojjat Lotfi Khalaf, Esmail Narimanpour, Alireza Varak-Shah et Mohammad Ali (Davoud) Torabi. En août, ils ont été accusés de « *propagande contre la République islamique* » au motif de leur appartenance à une église domestique.

La condamnation peut atteindre plusieurs années de prison, comme en septembre 2021, pour les chrétiens iraniens Amin Khaki, Milad Goudarzi et Alireza Nourmohammadi, devant purger trois ans de prison.

Le Pasteur Matthias (Abdulreza Ali) Hagnejad a été libéré fin décembre 2021 après près de trois ans de prison pour « *mise en danger de la sécurité de l'État* » et « *promotion du christianisme sioniste* ».

La demande d'un nouveau procès de deux convertis au christianisme à Téhéran a été rejetée, après leur condamnation à des peines d'emprisonnement pour avoir pratiqué leur foi. Hadi Rahimi et Sakineh Behjati ont été convoqués pour qu'ils commencent à purger leur peine de quatre et deux ans, le 16 février 2022.

Il est fort probable que les deux hommes aient été ciblés parce qu'ils fréquentaient une église domestique.

Trois chrétiens ont été condamnés à la prison, ou à l'exil, en mai 2022, après avoir été accusés d'avoir formé une « *Église domestique* ». Un tribunal révolutionnaire de Téhéran a condamné l'irano-arménien Anooshavan Avedian à 10 ans de prison et 10 ans de « *privation de droits sociaux* » pour avoir délivré un enseignement à des chrétiens chez lui. Les convertis au christianisme Abbas Soori, 45 ans, et Maryam Mohammadi, 46 ans, ont également été privés de droits sociaux pendant 10 ans et condamnés à une amende de 500 millions de rials (12 000 euros). Il leur a également été interdit de quitter l'Iran.

Surveillance accrue

Les chrétiens qui échappent à la prison sont surveillés de près par le gouvernement et contraints de montrer des gages de leur soumission au régime.

Ainsi, en février 2022, des agents de renseignement de la province iranienne du Khuzestan ont ordonné à 10 convertis au christianisme, qui avaient été blanchis de toute accusation, de participer à des cours de « *rééducation* » dirigés par des religieux islamiques, selon l'ONG « *Article 18* ».

Neuf chrétiens convertis ont été acquittés en mars 2022 par une cour d'appel après avoir été accusés « *d'agir contre la sécurité nationale* » et de « *promouvoir le christianisme sioniste* ». Les juges Seyed Ali Asghar Kamali et Akbar Johari ont déclaré qu'il n'y avait « *pas suffisamment de preuves* » pour montrer que l'accusé avait agi contre la sécurité de l'État, et ont considéré que les chrétiens apprenaient à vivre dans « *l'obéissance, la soumission et le soutien des autorités* ».

Dans sa discrimination envers les chrétiens, le régime iranien est susceptible de s'immiscer au plus intime de la vie familiale. Ainsi, en septembre 2020, un couple chrétien iranien qui a adopté une fille s'est fait enlever l'enfant. Ils ont été déclarés « *inaptes* » à être parents, parce qu'ils ne sont pas musulmans. Le couple, Sam Khosravi et Maryam Falahi, fait face à d'autres problèmes juridiques, M. Khosravi étant condamné à un an de prison et à deux ans d'exil interne pour « *propagande contre l'État* », parce que le couple fréquentait une église domestique illégale.



Paradisiques, vraiment ?

Les Maldives autorisent uniquement l'islam comme religion. Les chrétiens doivent donc vivre leur foi clandestinement sous peine d'être persécutés. La rare actualité de ce pays en font des victimes totalement oubliés.

Situation des chrétiens :

Les Maldives ont une réputation internationale de destination de vacances parfaite, mais la vie est loin d'être idyllique pour les chrétiens du pays. À l'écart des attractions touristiques, les chrétiens souffrent de graves persécutions pour leur foi. Tous les aspects de leur vie sont si fortement restreints qu'ils sont en grande partie forcés à la clandestinité. En effet, être chrétien aux Maldives est si dangereux qu'il a été relaté que les individus cachaient leur foi aux membres de leurs propres familles.

L'article 9d de la Constitution dispose : « un non-musulman ne peut pas devenir citoyen des Maldives ». Les statistiques officielles montrent donc que le pays est musulman à 100 %. Cependant, il pourrait y avoir jusqu'à 95 000

immigrés – 25 % de la population – parmi lesquels les chrétiens pourraient être « quelques centaines », en majorité d'Inde et du Sri Lanka.

Le fait qu'il n'y ait pas de données précises sur la population chrétienne reflète le niveau de répression vécu par une communauté qui, en tant que non-citoyenne, n'a aucun droit. La loi de 1994 sur la protection de l'unité religieuse interdit « l'affichage de symboles publics ou de slogans appartenant à une religion autre que l'islam ». De même, il est interdit de promouvoir des religions autres que l'islam dans les livres et autres textes. L'importation de Bibles et de littérature chrétienne est de ce fait interdite et peut entraîner une peine de prison. Enfin, « aucune loi contraire à un principe de l'islam ne peut être promulguée aux Maldives ».

La peine pour avoir enfreint ces lois est comprise entre deux et cinq ans de prison pour les Maldiviens. Les peines inspirées par la charia qui se trouvent dans le Code pénal comprennent « la flagellation, la lapidation et l'amputation des mains ». Il est illégal pour un musulman de se convertir à une autre religion. Les peines mentionnent la perte de la citoyenneté, mais « un juge peut imposer une peine plus sévère, tirée de la jurisprudence de la charia », allant jusqu'à la peine de mort.

Les non-musulmans en visite de l'étranger, y compris les chrétiens, s'exposent également à des sanctions sévères. S'il s'avère qu'ils ont enfreint ces lois, par exemple en affichant des symboles religieux non islamiques ou en important des Bibles, les étrangers « doivent être remis au Ministère de l'Immigration et de l'Émigration pour être expulsés des Maldives ».

Au cours de ces dernières années, il n'y a eu aucun signe de diminution de la surveillance ou du signalement des activités soupçonnées d'être pro-chrétiennes ou de soutenir une foi non musulmane. Le ministère des Affaires islamiques a continué de garder le contrôle sur toutes les questions liées à l'activité et aux croyances religieuses.

L'interdiction d'importer des articles considérés comme une menace pour l'islam perdure. La littérature, les statues religieuses, l'alcool et les produits à base de porc ne sont pas autorisés. Les infractions peuvent entraîner des peines allant jusqu'à trois ans de prison. Un citoyen de sexe masculin peut épouser une étrangère non musulmane, à condition qu'elle soit chrétienne ou juive. Sinon, celle-ci doit se convertir à l'islam avant d'être mariée.

Les problèmes des chrétiens aux Maldives ne viennent pas seulement de l'État. L'islam pro-djihadiste pourrait avoir une forte emprise sur la société. Le pays aurait, par ailleurs, l'un des plus grands pourcentage de combattants en Syrie et en Irak dans sa population.

En août 2020, l'Association des journalistes des Maldives a publié une enquête dans laquelle 37% des 70 journalistes ayant participé ont déclaré « être qualifiés d'irréligieux et menacés par des individus ou des groupes radicalisés et parfois extrémistes en ligne ». Parmi les preuves de violence d'inspiration extrémiste, l'attaque de mai 2021 contre le Président du Parlement, Mohamed Nasheed, ancien président des Maldives, qui avait acquis la réputation d'être « un critique virulent de l'extrémisme religieux », peut être citée.

La présence de musulmans militants et extrémistes dans la société signifie que pour les chrétiens et les autres minorités, il n'y a aucune garantie de vivre en paix ni d'être acceptés, même loin des regards indiscrets de l'oppression de l'État. L'influence des organisations islamiques extrémistes, y compris le Parti radical Adhaalath, représente une menace pour les chrétiens et les autres minorités religieuses. En 2019, Adhaalath a réussi à faire pression sur le gouvernement pour qu'il ferme le Maldivian Democracy Network, une ONG de défense des droits humains. Un communiqué de presse officiel du Ministère maldivien des Affaires étrangères avait alors décrit les rapports du réseau comme contenant « du contenu calomniant l'islam et le Prophète Mohamed (PSL) ».

Exemples d'atteintes à la liberté religieuse des chrétiens :

En novembre 2020, la Cour pénale a ordonné à tous les fournisseurs de services Internet locaux de bloquer l'accès aux sites Web, aux pages de médias sociaux, aux chaînes YouTube et aux applications en ligne qui

ciblaient les maldiviens « dans l'intention de répandre des religions autres que l'islam ». L'ordonnance a été émise par les autorités à la suite d'informations selon lesquelles de la publicité chrétienne en langue dhivehi locale destinée aux enfants serait apparue sur Facebook, YouTube et certaines applications de jeux.

Toute apparition d'une mention chrétienne est traquée, aussi anodine soit-elle, et les responsables, même involontaires, sont systématiquement poursuivis. Ainsi, le Ministère des Affaires Islamiques (MIA) a porté plainte en novembre 2020 contre le Collège Clique, dans la capitale Malé, pour avoir « joué des chansons chrétiennes lors d'un festival sportif pour enfants » qui a eu lieu dans le parc central de Hulhumale. Les paroles incluaient : « Nous croyons en Jésus. Nous croyons au Saint-Esprit ».

Dans un communiqué, le MIA a décrit l'incident comme « une affaire très grave ». Le collègue a déclaré que la chanson « a accidentellement été jouée automatiquement à partir d'une liste de lecture, et les organisateurs ont immédiatement changé la chanson en réalisant qu'elle était chrétienne ».

Le service des douanes des Maldives s'est mobilisé, en association avec la police, tel que déclaré en juillet 2021, pour lutter contre l'envoi de littérature chrétienne à des particuliers, des entreprises et des institutions du pays. Les autorités n'ont pas été en mesure de vérifier ces allégations, et l'enquête a été close avant la fin de l'année.

De manière générale, comme l'indique le rapport sur la liberté religieuse du département d'État américain de juin 2022, la conversion au christianisme « entraîne facilement le signalement [d'individus] aux dirigeants ou aux autorités musulmanes ». Les chrétiens expatriés, dont la majorité viennent d'Inde et du Sri Lanka pour travailler dans le tourisme, sont décrits comme étant « étroitement surveillés ».

L'AED au service des chrétiens dans le monde

L'Aide à l'Église en Détresse – AED – est une fondation internationale créée en 1947 qui soutient les chrétiens dans le monde, partout où ils sont confrontés à des discriminations, des persécutions ou à des difficultés matérielles. L'AED porte trois missions essentielles : **informer** de la situation des chrétiens et de la liberté religieuse dans le monde, **prier** pour les chrétiens persécutés et **financer** des projets au service de l'Église. L'AED finance chaque année plus de 5.000 projets dans 130 pays.

L'AED en 2021



5 continents
132 pays



5298 projets



+ de 133 millions
de dons collectés



1338 véhicules
achetés



1 prêtre sur 8
soutenu



+ de 18 000
religieuses soutenues



307 églises
construites



157 monastères
construits



52 séminaires
construits



1 diocèse sur 3
soutenu

« L'Église qui souffre a besoin de gens qui parlent pour elle. Pour que les tueries cessent, davantage d'organisations comme l'AED doivent proclamer la vérité sur ce qui arrive aux chrétiens du monde entier. Sinon, nous resterons toujours persécutés et oubliés. »

Père Andrew Adeniyi Abayomi,

vicaire de l'église St François-Xavier à Owo au Nigeria.